

Monsieur le Premier Ministre,

Vous avez entre vos mains le dossier des garanties que le Comité International Olympique (CIO) exige de l'État français pour attribuer les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) d'hiver 2030 aux Alpes françaises.

Les JOP sont organisés pour faire rayonner la France dans le monde. Ils sont une vitrine internationale et un accélérateur économique.

Pour autant le coût de ces jeux s'annonce très élevé pour le pays et pour ses habitants.

Financièrement d'abord : la « rentabilité économique » des JOP n'est pas avérée, et c'est toujours l'argent public qui vient combler le déficit structurel lié à l'organisation des grands événements. Les JOP pèseront sur les finances publiques et viendront alourdir la dette de chaque Français, alors que le CIO et ses partenaires seront exonérés fiscalement et seront à l'abri du déficit prévisible.

Socialement ensuite : les JOP d'hiver dans les Alpes françaises vont engager l'orientation économique des Alpes pour les décennies à venir vers un modèle déjà fragile aujourd'hui : celui du tourisme hivernal. Les infrastructures de transport, notamment dans les Alpes du Sud, et les priorités économiques vont se faire au nom du tourisme et non des besoins des habitants. A court terme, les travaux vont occasionner des difficultés très importantes de déplacements durant de longues périodes. Le mécontentement et l'exaspération seront le quotidien des habitants. A long terme, c'est de l'argent public qui aura été dépensé pour relier plus rapidement Marseille à Briançon par la route et non pour les mobilités durables du quotidien, c'est la gentrification qui gagne déjà nos territoires, et c'est enfin une crise économique majeure qu'on aurait pu atténuer lorsque, malgré tous les investissements réalisés, ce sera de la pluie et non plus de la neige qui tombera sur les Alpes.

La situation politique actuelle, difficile, le montre : la population n'accepte plus les sacrifices, même au nom du rayonnement international. La montagne française a tout à gagner à bénéficier de vrais investissements en faveur d'une économie d'avenir et de meilleurs services publics.

A ce jour, la France ne s'est pas encore engagée pour les JOP d'hiver 2030. Refusons maintenant les sacrifices exigés par le CIO et engageons-nous dans la restauration de la confiance mutuelle et la pacification, nécessaires à notre pays.

Refusons de signer les garanties exigées par le CIO.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'expression de ma très haute considération.